

Cahier des charges

Onex - Micro-Territoires

Interventions éphémères sur les espaces ouverts

Cadrage Traille-Evaux

Procédure de gré à gré avec mise en concurrence

Mandat d'équipe pluridisciplinaire

ONEX

Septembre 2021

Onex - Micro-Territoires

ONEX

Cahier des Charges - 29 septembre 2021

Adjudicateur

Etat de Genève

DT – OU – Direction du développement urbain

Rue David Dufour 5 – CP 224

1211 GENEVE 8



&

Ville d'Onex

Service Aménagement

Chemin Charles-Borgeaud 27

1213 Onex



TABLE DES MATIERES

1.	INTRODUCTION.....	4
1.1.	Onex Micro-territoires – "il est temps de changer les imaginaires"	4
1.2.	contexte et enjeux.....	4
1.3.	But de la démarche Onex – Micro-Territoires	5
1.4.	Etude préliminaire.....	5
1.5.	Déroulé de la démarche Onex – micro-territoires	7
	<i>Etape 1 – Tests.....</i>	<i>7</i>
	<i>Etape 2 – Consolidations.....</i>	<i>7</i>
2.	OBJET DU MANDAT	9
2.1.	Périmètres d'intervention	9
2.2.	Opportunités et contraintes.....	11
2.3.	Prestations	12
	<i>Prestations attendues</i>	<i>12</i>
	<i>Prestations de coordination</i>	<i>12</i>
	<i>Prestations de communication.....</i>	<i>13</i>
2.4.	Mandat attribué à l'issue de la présente procédure.....	13
2.5.	Montants disponibles	13
2.6.	Gouvernance de la démarche ONEX – Micro-Territoires.....	14
3.	PROCEDURE	15
3.1.	Maîtres d'ouvrage et mandants.....	15
3.2.	Type de procédure.....	15
3.3.	Aptitudes/compétences requises	15
3.4.	Conditions de participation	16
	<i>Documents à fournir.....</i>	<i>16</i>
	<i>Délai pour la remise des dossiers de candidature.....</i>	<i>16</i>
	<i>Recevabilité de la candidature.....</i>	<i>17</i>
	<i>Association de bureaux ou consortium d'entreprises</i>	<i>17</i>
	<i>Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché</i>	<i>17</i>
	<i>Devise monétaire applicable.....</i>	<i>17</i>
	<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	<i>17</i>
	<i>Propriété et confidentialité des documents et informations (droit d'usage).....</i>	<i>18</i>
	<i>Durée de validité de l'offre</i>	<i>18</i>
	<i>Indemnisation.....</i>	<i>18</i>
3.5.	Autre marchés ONEX – Micro-Territoires.....	18
3.6.	Exigences administratives de la procédure.....	18
	<i>Engagements de l'adjudicateur</i>	<i>18</i>
	<i>Délai pour poser des questions</i>	<i>18</i>
	<i>Audition des candidats.....</i>	<i>19</i>
	<i>Critères d'évaluation</i>	<i>19</i>
	<i>Evaluation des candidatures.....</i>	<i>19</i>
	<i>Barème des notes.....</i>	<i>20</i>
	<i>Comité d'évaluation</i>	<i>20</i>
	<i>Récusation</i>	<i>20</i>
	<i>Engagement du soumissionnaire</i>	<i>21</i>
3.7.	Calendrier récapitulatif de la procédure.....	22
	ANNEXE P6 – EGALITE HOMMES FEMMES	23

1. INTRODUCTION

1.1. ONEX MICRO-TERRITOIRES – "IL EST TEMPS DE CHANGER LES IMAGINAIRES"

Faire d'Onex un territoire d'expérimentation, tel est le but de cette démarche qui se déploiera sur une durée de trois ans. Quatre cadrages emblématiques pour la commune, avec des enjeux spécifiques ont été choisis en tant que lieux d'intervention où apparaîtront, dans les espaces ouverts, des installations éphémères réalisées avec et pour la population.

La démarche choisie par la commune d'Onex et le canton de Genève fait appel à l'expérimentation et la préfiguration. Par cette manière de procéder, les collectivités publiques cherchent à répondre à des besoins d'aujourd'hui, sans faire immédiatement appel à des investissements lourds. L'expérimentation offre la possibilité d'un urbanisme participatif et permet une action de terrain pour repenser des lieux oubliés ou inappropriés et pour y préfigurer des changements.

Onex Micro-Territoires est un projet pilote, mené conjointement par la commune et le canton. Il s'adresse à la population onésienne, dans toute sa diversité, et offre aux services publics, communaux et cantonaux, la possibilité de mettre à l'épreuve, dans la pratique, des concepts novateurs.

Pour atteindre cet objectif, la commune d'Onex et le canton de Genève lancent le présent appel à candidatures en procédure de gré à gré. Il s'adresse à des équipes pluridisciplinaires composées au minimum d'un spécialiste de l'aménagement de l'espace public / du paysage et d'un acteur de la participation, pour la conception et la mise en œuvre d'installations éphémères sur différents sites de la commune. Les conditions de participation sont décrites au point 3.3.

1.2. CONTEXTE ET ENJEUX

Majestueusement cadré par les berges du Rhône et le parc des Evaux au nord, et par le coteau et la plaine de l'Aire au sud, le territoire onésien est marqué par une urbanisation contrastée, une diversité de population et la présence d'importantes infrastructures routières qui le traversent.

Historiquement cantonnée au sud de la route de Chancy, Onex a connu une période de développement rapide dès la fin des années 1960. Les orientations du plan Honegger pour la commune se sont concrétisées dans les grands ensembles de la Cité Nouvelle, installée entre la route de Chancy et le Rhône. Une place importante y est réservée aux espaces ouverts et le domaine public est largement dévolu à une voirie dimensionnée sans grands égards pour les mobilités douces.

C'est sur cette partie du territoire que la présente démarche se concentre. L'aménagement actuel des sites d'intervention choisis reflète un mode de vie dépassé : une présence trop importante de la voiture et de surfaces imperméables (îlots de chaleur), un manque d'espaces de rencontre accueillants dont découle un défaut d'appropriation et des aménagements devenus vétustes.

1.3. BUT DE LA DEMARCHE ONEX – MICRO-TERRITOIRES

En faisant d'Onex un laboratoire à ciel ouvert, la démarche vise à créer des liens entre des secteurs clé de la commune et les espaces naturels qui l'entourent. Grâce elle, la nature doit pénétrer dans la ville pour la rafraîchir et des lieux doivent s'enrichir pour être rendus aux habitants. Grâce à des actions de concertation, la démarche vise à renforcer le dialogue avec la population.

Elle vise à transformer et à animer une série d'espaces ouverts pour répondre aux enjeux et besoins nouveaux. Par l'adaptation du cadre de vie, les installations et les interventions doivent apporter des réponses aux questions telles que le réchauffement climatique, le besoin d'espaces publics inclusifs, de nouvelles formes de mobilités, de nouveaux usages.

La transition écologique n'est plus une option et le travail sur les espaces ouverts, en tant qu'il touche l'arborisation, la perméabilité des sols, les déplacements, les loisirs, les habitudes de consommation, etc., y occupe une place déterminante.

La démarche *Onex - Micro-Territoires*, c'est l'opportunité d'enrichir le modèle urbain très ouvert des grands ensembles, de valoriser des paysages, de révéler des lieux confidentiels, de décroquer des poches, d'investir des espaces résiduels en impliquant étroitement leurs premiers bénéficiaires : les habitants. Leur cohésion est un des enjeux majeurs des années à venir : il s'agit de soigner tant le corps social qu'un territoire pensé avec des règles aujourd'hui caduques.

Enfin, la présente démarche permet de répondre aux engagements du Plan directeur communal adopté en 2015 et s'inscrit surtout dans une vision plus que jamais partagée que la qualité des espaces ouverts, publics ou privés, contribue à un cadre de vie sain et équilibré et à la cohésion sociale.

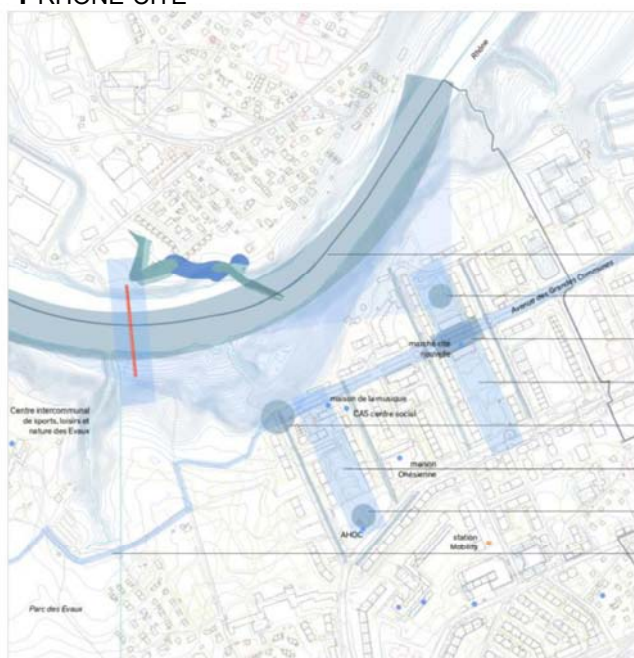
1.4. ETUDE PRELIMINAIRE

Une étude a été menée en 2020 dans le but de cerner la démarche et les sites d'intervention potentiels. Elle a abouti à la définition de quatre cadrages correspondant à des secteurs clé du territoire communal. Ils forment des entités paysagères et urbaines cohérentes, dont l'assemblage en collier de perles devrait aussi contribuer à réformer les pratiques du territoire.

Ces cadrages « sont traversés par des figures à plus grande échelle (Rhône, Aire, Voie-verte Bernex-Bâtie, route de Chancy, parc des Évaux, ...) qui les relient les uns aux autres et, plus largement, au territoire du Grand Genève »¹. Ces quatre cadrages cherchent à développer des connexions à l'échelle communale et répondent chacun à des enjeux spécifiques à leur contexte.

¹ Onex Micro-Territoires, formerlykössler, janvier 2021

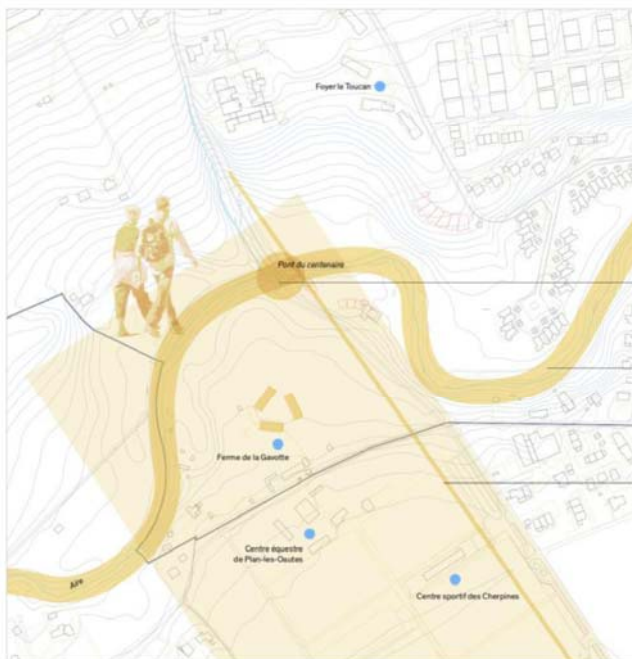
1 RHÔNE-CITE



2 CHANCY-BOSSONS

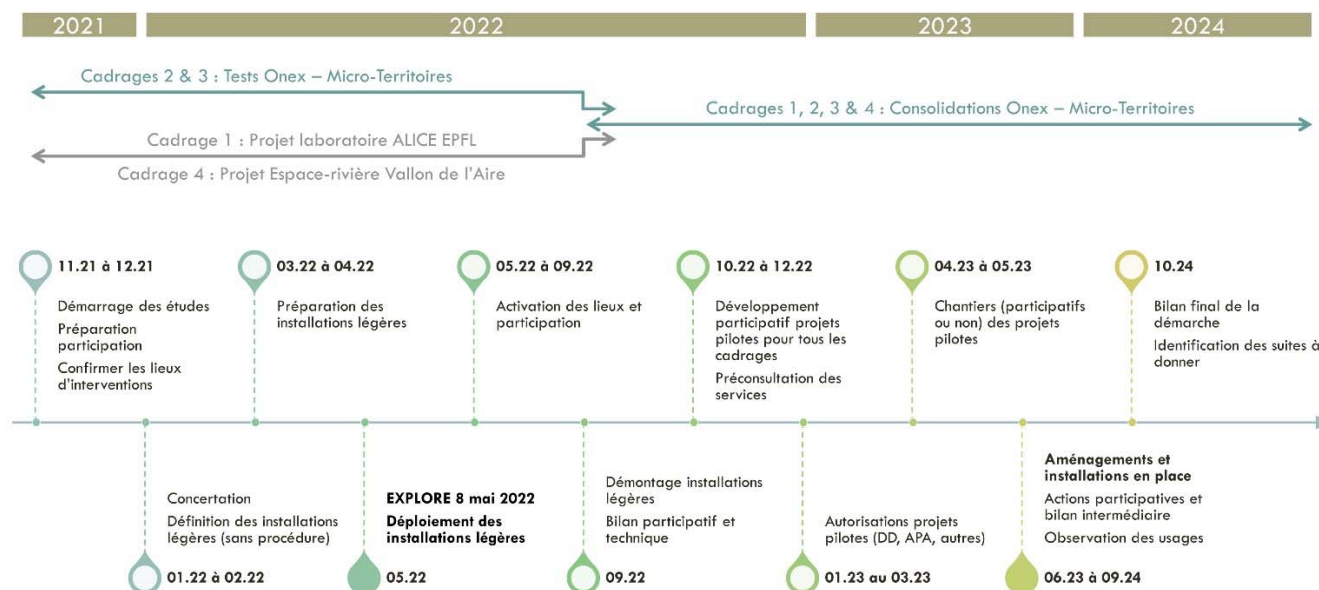


3 TRAILLE-EVAUX



4 AIRE-CHERPINES

1.5. DEROULE DE LA DEMARCHE ONEX – MICRO-TERRITOIRES



Etape 1 – Tests

L'objectif étant de déployer rapidement la démarche, les maîtres d'ouvrage ont décidé de réaliser dans un premier temps des installations légères, destinées à ne durer qu'un été et n'exigeant aucune procédure d'autorisation de construire ou d'arrêt de circulation (au sens de art. 1 LCI et de son règlement d'application). L'objectif est double : il s'agit de « tester la réactivité des lieux » avec des moyens modestes et d'offrir une nouvelle expérience au public dès le mois de mai 2022.

Tel que présenté dans le schéma ci-dessus, cette première étape devra être opérationnelle pour l'évènement EXPLORE qui se déroulera du 5 au 8 mai 2022². La journée du 8 mai sera dédiée spécifiquement à l'ouverture officielle des sites investis par Onex – Micro-Territoires. Les installations seront ensuite maintenues jusqu'en septembre 2022 (date exacte à définir).

Les sites (voir point 2.1) ont donc été sélectionnés en fonction de la maîtrise foncière ou de l'avancement de projets connexes. Les contacts préparatoires à l'extension de la démarche sur d'autres sites (Etape 2) seront pris durant l'Etape 1.

Etape 2 – Consolidations

L'Etape 1 s'achèvera par un bilan intermédiaire qui sera l'occasion de consolider les options pour les sites déjà investis et préparer des projets plus conséquents, destinés à demeurer en place environ 18 mois. L'expérience sera également mise à profit pour donner corps à des installations sur les sites complémentaires.

² www.exploregeneve.ch

Cadrage	Etape 1	Etape 2
RHONE-CITE	Un projet d'aménagement éphémère, mené par le laboratoire ALICE de l'EPFL sous la conduite du professeur Dieter Dietz, est actuellement à l'étude sur l'avenue des Grandes-Communes ³ . Il devrait être mis en œuvre en 2022.	Un appel à candidature pour la suite de ce projet et pour le développement de projets pilotes sur les autres sites identifiés sur ce cadrage sera lancé au printemps 2022.
CHANCY-BOSSONS	Cinq sites d'intervention sont concernés par une procédure lancée en parallèle de la présente.	Trois sites supplémentaires pourraient compléter la liste, sous réserve de l'accord des propriétaires privés
TRAILLE-EVAUX	Trois sites d'intervention sont concernés la présente procédure.	Un site supplémentaire pourra compléter la liste, sous réserve de l'accord des propriétaires privés.
AIRE-CHERPINES	L'OCEau débute actuellement une démarche de projet d'espace-rivière le long du vallon de l'Aire avec de multiples acteurs ⁴ . Dans un but de cohérence des installations, il a été décidé d'attendre le résultat de ce projet avant d'intervenir sur ce cadrage.	

³ L'ensemble des données sur ce projet sera remis à l'équipe retenue dans le cadre de la présente procédure.

⁴ L'ensemble des données sur ce projet sera remis à l'équipe retenue dans le cadre de la présente procédure.

2. OBJET DU MANDAT

Le mandat objet de la présente procédure porte sur le cadrage TRAILLE-EVAUX. Il concerne la conception et la réalisation d'installations éphémères en deux étapes (Tests et Consolidation) par le biais d'une démarche participative. Ce projet devra donner corps aux ambitions énoncées en introduction du présent document, par une approche à la fois créative et contextuelle, renforçant les identités locales et révélant les potentialités de l'espace public, sur le plan tant formel que des usages.

2.1. PERIMETRES D'INTERVENTION

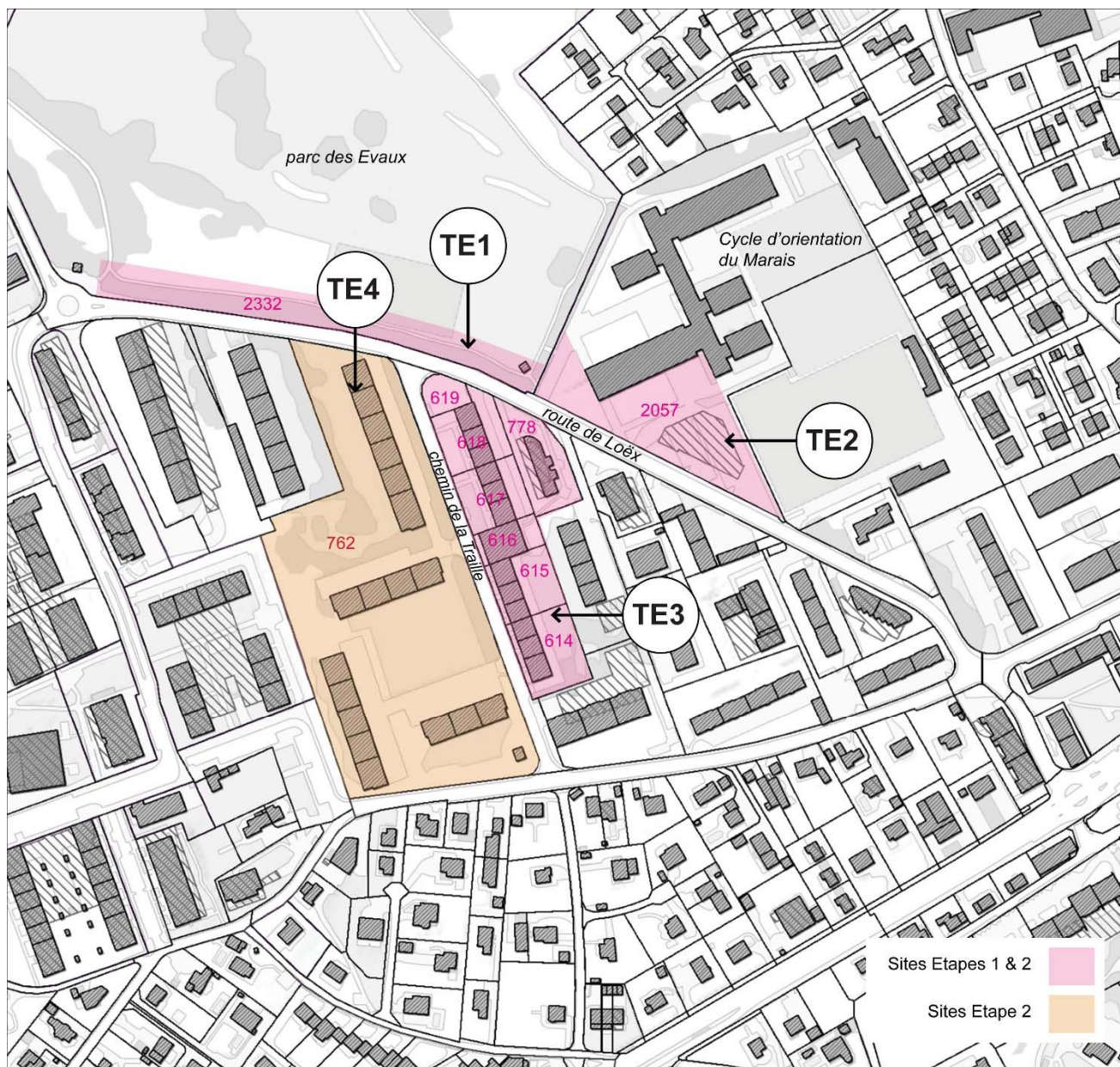
Le cadrage TRAILLE-EVAUX présente la particularité de se situer à l'articulation entre la ville et le parc des Evaux, espace majeur à l'échelle communale et régionale. Circuler sur la route de Loëx, c'est faire l'expérience du grand paysage en pleine ville. Les dégagements vers le Jura, mais aussi les structures bocagères du parc offrent une respiration d'une générosité rare aux portes de la ville. Les ensembles de logements formant la frange bâtie présentent de grandes qualités : des gabarits bas, de grands espaces libres entre les barres d'immeubles et une belle arborisation confèrent une impression de calme en phase avec les usages de loisirs doux du parc en vis-à-vis. Une vision plus resserrée donne à voir le revers de la médaille : la conception urbaine typique des années 1960, basée sur l'accès en voiture au plus proche des logements, introduit une déconnexion quasi systématique entre le sol, la rue et le logement. Il en ressort des espaces collectifs peu appropriés alors que ces lieux constituent potentiellement le premier prolongement extérieur de centaines de logements.

Quelques initiatives ont émergé récemment pour inverser cet état de fait, telles que des potagers sur les parcelles de la Fondation Emile Dupont ou des emprises sur le domaine public du chemin de la Traille en faveur des mobilités douces. La propriété voisine appartenant à la CPEG est en passe d'être également transformée à la faveur d'un projet de rénovation complet des immeubles et de leurs abords.

A l'heure de la transition écologique, ces lieux sont une aubaine pour réformer les pratiques sociales de proximité, à l'échelle du voisinage, vers une ville des courtes distances. Cet enjeu, au cœur de la démarche Onex - Micro-Territoires, trouve également tout son sens dans la présence du Cycle d'orientation du Marais, dont les espaces d'accueil pourraient mieux s'ancrer dans un réseau d'espaces ouverts pratiqué quotidiennement par les élèves.

Les projets pourront prendre place sur les sites présentés sur la carte ci-après. Les équipes sont libres d'investir tout ou partie des sites proposés en fonction de la cohérence de leur concept d'ensemble, en Etape 1 comme en Etape 2. Ce choix devra être argumenté dans le cadre de la présente procédure (voir point 3.4.1). Les maîtres d'ouvrages restent par ailleurs ouverts à des propositions complémentaires de la part des candidats. S'ils devaient être activés en Etape 1, ces éventuels sites alternatifs devront répondre aux objectifs et contraintes énoncés au point 1.4. La faisabilité technique d'investir ces autres sites devra par conséquent être établie en préalable.

NB : Pour la présente procédure et par simplicité, les sites sont désignés par une abréviation et un numéro. Leur dénomination pourra être revue par l'équipe retenue, en fonction de la toponymie locale ou du projet développé.



Sites	Etape 1 - Tests	Etape 2 - Consolidation	Remarques
TE1 Franges du parc des Evaux	Interventions légères sans procédure et sans impact sur la circulation sur la route de Loëx.	Consolidation selon bilan Etape 1. Possibilité d'intervenir sur les traversées piétonnes de la route de Loëx sous réserve de la faisabilité et de l'acceptation par l'autorité cantonale.	Coordination avec le projet de Voie verte. Prise en compte des éléments l'Image directrice du Parc des Evaux ⁵ .
TE2 Parking CO du Marais	Interventions légères sans procédure sur les espaces résiduels du parking (hors cases et espaces de circulation).	Consolidation selon bilan Etape 1.	Intégration nécessaire du Département de l'instruction publique. Coordination avec déchetterie mobile 1x/mois.
TE3 Espaces collectifs 12 à 36, chemin de la Traille 27, route de Loëx	Interventions légères sans procédure sur les espaces ouverts (hors espaces de stationnement et de circulation).	Consolidation selon bilan Etape 1. Possibilité d'impacter les espaces de circulation et de stationnement sous réserve de la faisabilité et de l'accord des propriétaires.	Maintien des potagers sur les parcelles 614 et 615. Respect d'éventuelles autres contraintes dictées par les propriétaires.
TE4 Espaces collectifs 17 à 35, chemin de la Traille	<i>Négociation des maîtres d'ouvrages avec propriétaires privés en vue d'une potentielle intervention sur ce site en étape 2. *</i>	Interventions selon accord des propriétaires.	
Jalonnement DP communal en général	Possibilité de proposer des interventions de jalonnement sur les parcours entre les sites d'intervention, sans impact sur la circulation ou le stationnement.	Consolidation ou compléments selon bilan Etape 1.	

* Non compris dans les prestations de l'équipe retenue à l'issue de la présente procédure.

2.2. OPPORTUNITES ET CONTRAINTES

- Les projets devront anticiper les évolutions souhaitables dans le cadre de la transition écologique et constituer des laboratoires grandeur nature de solutions innovantes dans tous les domaines (aménagement, îlot de fraîcheur, gestion, participation citoyenne, etc.).
- Le caractère expérimental des installations inclut les notions d'évolutivité, d'adaptation, mais aussi de réversibilité.
- Les installations seront accueillantes pour tous les publics, quel que soit l'âge ou le genre, de jour comme de nuit.
- L'accès aux personnes à mobilité réduite et une bonne cohabitation entre les usagers devront être garantis en tout temps.
- Toutes les mesures devront être prises pour préserver l'arborisation en place.
- Les propositions visant à enrichir la biodiversité ou l'usage des espaces végétalisés et l'extension des surfaces perméables/en pleine terre sont encouragées.
- Les installations seront conçues pour résister aux sollicitations du public et aux aléas météorologiques durant toute leur durée de vie. La question de leur entretien sera prise en compte dans leur conception, en concertation avec les futurs usagers et les services communaux.
- D'une manière générale, les propositions devront respecter les règles de sécurité propres à toute intervention sur l'espace public.
- En Etape 1, la circulation et le stationnement des véhicules ne devront pas être impactés. En Etape 2, des modifications de circulation et de stationnement pourront de cas en cas être envisagées pour peu que la faisabilité soit établie.
- Le respect du voisinage sera pris en compte dans tous les domaines (accès du public, tranquillité, etc.).

⁵ L'image directrice sera remise à l'équipe retenue dans le cadre de la présente procédure.

2.3. PRESTATIONS

Prestations attendues

- L'équipe retenue suite à la présente procédure aura pour mission de concevoir les installations, de les réaliser et d'assurer leur suivi technique et social pendant toute leur durée de vie.
- Pour ce faire, l'équipe mettra en place une démarche participative. Les acteurs n'en sont à ce jour pas définis et il reviendra à l'équipe de les identifier en fonction de son concept général et des objectifs de la démarche Onex – Micro-Territoires. Il peut s'agir de groupes d'habitants, d'usagers, organisés en association ou choisis d'une autre manière, etc. L'équipe décrira sa méthodologie dans le cadre de la présente procédure (contours du processus participatif, acteurs, fonctionnement et finalité). Celle-ci pourra évoluer entre l'Etape 1 et l'Etape 2. Si un affinement de la méthode proposée pourra être fait avec l'appui des services communaux et cantonaux durant les premières semaines de travail, les grandes intentions devront être explicitement décrites par les candidats (types d'acteurs, rôles, etc.).
- L'entretien des installations sera discuté avec les services communaux en fonction des propositions développées, et ce dès leur conception, conformément aux contraintes énoncées au point 2.2. D'une manière générale, il sera attendu de l'équipe retenue qu'elle fasse des propositions nécessitant peu ou pas d'entretien durant toute leur durée de vie, considérant les moyens très limités de la commune.
- Des animations ou événements peuvent être proposés en cohérence avec le concept général imaginé par les équipes. Toutefois, les maîtres d'ouvrage rappellent que la finalité première de la démarche *Onex - Micro-Territoires* consiste à faire évoluer les pratiques quotidiennes du territoire onésien dans la perspective de la transition écologique. La tenue de manifestations, même modestes ou ponctuelles, ne doit donc pas être une fin en soi. Les équipes peuvent toutefois tirer parti des multiples événements programmés par ailleurs dans la commune, en particulier dans le périmètre du cadrage TRAILLE-EVAUX.

Prestations de coordination

- Afin d'assurer la cohérence de la démarche *Onex - Micro-Territoires*, l'équipe retenue à l'issue de la présente procédure devra prendre part à des séances de coordination avec les autres équipes intervenant sur les autres cadrages, en Etape 1 comme en Etape 2. Ces séances prendront la forme d'ateliers et auront lieu environ une fois par mois durant les phases de conception et de mise en œuvre, et seront ensuite espacées durant les phases d'observation ou de suivi. Cette coordination sera l'occasion d'échanges d'expériences à même d'enrichir les projets en cours, voire d'établir des synergies entre les différents cadrages. Ces échanges entre quartiers, quelles que soient leurs formes, sont fortement encouragés au sens où ils participeront au brassage social et à la consolidation du sentiment d'appartenance ambitionnés à travers la démarche *Onex - Micro-Territoires*.
- L'équipe devra également se coordonner avec les acteurs du site tels que les propriétaires ou voisins, selon des modalités à définir en fonction de la nature de leur projet.
- Enfin, l'équipe doit inclure dans ses prestations l'ensemble des contacts avec les services communaux et cantonaux nécessaires à l'avancement du projet et à la recherche de synergies avec d'autres projets ou politiques publiques portés par les services cantonaux.

A ce jour, le nombre total de séances nécessaire à toutes ces prestations de coordination est estimé à environ 18.

L'équipe retenue participera également au bilan intermédiaire entre les Etapes 1 et 2, de même qu'au bilan final de la démarche, sous la forme de trois ateliers d'1/2 journée au total.

Prestations de communication

Un mandat séparé sera attribué par les maîtres d'ouvrage pour la définition d'une ligne en matière de communication (concept général, charte graphique, supports, canaux de diffusion, etc.).

L'équipe retenue à l'issue de la présente procédure sera responsable de la communication de ses projets dans le cadre défini par les mandataires communication. Autrement dit, elle en élaborera les contenus et la temporalité en fonction de la nature de ses interventions.

2.4. MANDAT ATTRIBUE A L'ISSUE DE LA PRESENTE PROCEDURE

Le mandat sera attribué à l'ensemble de l'équipe en deux tranches distinctes :

Tranche ferme : Etape 1, y compris bilan intermédiaire.

Tranche conditionnelle : Etape 2, conditionnée aux votes des crédits ad hoc pour la poursuite de la démarche.

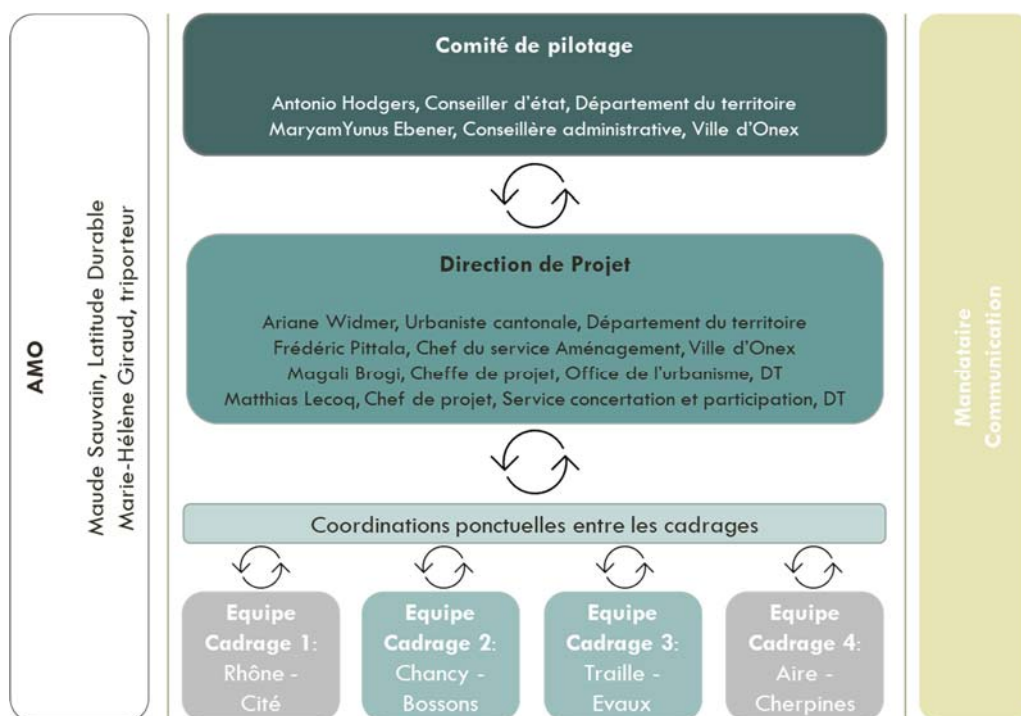
Une décision d'attribution n'engage toutefois pas les Maîtres d'ouvrage à signer un contrat si les conditions d'exécution ne sont plus réunies. Il est notamment précisé que l'attribution de l'Etape 1 se fera sous réserve du vote du crédit par le Conseil Municipal de la Ville d'Onex, prévu d'ici fin 2021.

2.5. MONTANTS DISPONIBLES

Les Maîtres d'ouvrage disposent d'un montant de 100'000.- HT pour la réalisation des prestations décrites au point 2.3. Ce montant comprend, pour l'ensemble des sites d'intervention retenus par l'équipe : les honoraires de tous les membres de l'équipe pour toute la durée du mandat, les fournitures et travaux nécessaires à la mise en place des installations et à leur démontage partiel ou total, les éventuelles animations ou évènements qui pourraient accompagner les projets selon le concept proposé.

L'équipe est libre de solliciter en tout temps des contributions de tiers, financières ou en nature, sous réserve de l'approbation des Maîtres d'ouvrage.

2.6. GOUVERNANCE DE LA DEMARCHE ONEX – MICRO-TERRITOIRES



Une direction de projet (DirPro) accompagne l'ensemble de la démarche, s'assure du respect des objectifs et des coûts, tranche des éventuels différents techniques, etc. Elle est composée des représentants des Maîtres d'ouvrage et d'un représentant de la cellule concertation et communication de l'Office de l'urbanisme. De cas en cas, des partenaires peuvent être invités à participer aux séances.

Un comité de pilotage (COPI) composé des instances politiques se réunit chaque trimestre. Il valide les options stratégiques et prend des décisions propres à garantir l'avancement de la démarche dans le respect des objectifs initiaux.

Un mandataire spécialisé sera chargé de définir la ligne générale en matière de communication (identité visuelle, canaux, supports, etc.) à laquelle l'ensemble des acteurs de la démarche devra se conformer.

La coordination générale de la démarche est assurée par une équipe d'assistance à maîtrise d'ouvrage formée des bureaux Latitude durable (pilote) et triporteur.

3. PROCEDURE

3.1. MAÎTRES D'OUVRAGE ET MANDANTS

La Ville d'Onex et le canton de Genève sont les Maîtres d'ouvrages de la démarche *Onex – Micro-Territoires*, représentés par (mandants) :

Département du Territoire (DT)
Office de l'urbanisme - Direction du développement urbain
Rue David-Dufour 5
Case postale 224 - 1211 Genève 8

Ville d'Onex
Service Aménagement
Chemin Charles-Borgeaud 27
1213 Onex

Adresse de correspondance et secrétariat

Département du Territoire (DT)
Office de l'urbanisme - Direction du développement urbain
Rue David-Dufour 5
Case postale 224 - 1211 Genève 8

Magali Brogi – Cheffe de projet - 022 546 00 11 - magali.brogi@etat.ge.ch

L'organisation technique de la procédure est assurée par le bureau d'assistance à maîtrise d'ouvrage :

Latitude Durable
Rue des Rois 3
1204 Genève

Maude Sauvain – info@latitudedurable.ch

3.2. TYPE DE PROCEDURE

La présente procédure concerne l'octroi d'un mandat de gré à gré pour des prestations de conception et réalisation d'installations éphémères dans des espaces ouverts sur la commune d'Onex.

3.3. APTITUDES/COMPÉTENCES REQUISES

La procédure s'adresse à des équipes pluridisciplinaires composées d'au moins un professionnel de l'aménagement de l'espace public / du paysage diplômé ou inscrit dans un registre professionnel et d'un acteur de la participation. Elles sont libres de s'adjoindre toute association, personne ou spécialiste qu'elle jugera utile à la fertilité de son projet. Les profils doivent être ouverts et créatifs, capables de gérer du travail en équipe pluridisciplinaires et en coordination avec de nombreux acteurs institutionnels et privés, de mener des démarches participatives et d'assurer la mise en œuvre et le suivi technique des projets.

3.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Documents à fournir

Il est demandé au candidat de fournir les pièces suivantes :

- Présentation du concept :
Le candidat dispose de 2 pages A4 recto ou 1 page A3 recto au maximum pour décrire, sous la forme qu'il jugera la plus appropriée, la manière dont il comprend l'objet du marché et dont il entend y répondre. En particulier, il mettra en avant son concept général, les sites qu'il propose d'investir, les processus participatifs qu'il entend mettre en place avec quels acteurs, les synergies qu'il imagine avec les autres cadrages, etc. Il décrira également comment il perçoit les enjeux généraux de la transition écologique appliqués au cadrage TRAILLE-EVAUX.
- Offre financière :
Le candidat doit fournir un tableau décrivant ses prestations, les tarifs horaires et les volumes d'heures y relatifs, pour la réalisation du marché, de même que les montants réservés aux travaux. Il distinguera les deux Etapes (tranches ferme et conditionnelle) de même que les prestations de chacun des membres de l'équipe ou les prestations par domaines de compétence.
- Organisation du candidat :
 - Description de l'organisation de l'équipe, avec désignation du pilote et rôle de chacun de ses membres, intégration du développement durable (voir point 3.6.4).
 - CV des personnes clés (professionnel de l'aménagement de l'espace public / du paysage et acteur de la participation au minimum)
 - Références des personnes clés démontrant leur expérience dans des démarches similaires ou apparentées dans les 10 dernières années, avec indication des mandants et personne de contact. Maximum 2 références et 2 pages A4 recto par domaine de compétence,
- Attestations :
 - Attestation OCIRT ou CCT datant de moins de 3 mois à la date de remise du dossier de candidature pour tous les membres-clés de l'équipe, en particulier le pilote. Les indépendants sans employés doivent présenter une attestation de leur caisse de compensation précisant que la personne est affiliée en tant qu'indépendant, n'occupe pas de personnel et est à jour avec le paiement de ses cotisations.
 - Annexe P6 signée par tous les membres de l'équipe.

Délai pour la remise des dossiers de candidature

Les offres doivent parvenir au plus tard le :

Lundi 1^{er} novembre 2021 à 18h

auprès de

<i>Latitude Durable</i> <i>Rue des Rois 3</i> <i>1204 Genève</i>
--

<i>Maude Sauvain – info@latitudedurable.ch</i>

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

L'envoi par mail à l'adresse suivante est à privilégier : info@latitudedurable.ch

Dans le cas d'un dépôt papier, le soumissionnaire remettre son dossier en 3 exemplaires reliés et un exemplaire au format PDF sur clé USB. Il peut, à choix :

- déposer son offre en mains propres à l'organisateur qui lui délivrera un accusé de réception
- envoyer son offre par la poste. Toutefois, dans ce cas, seules la date et l'heure de la réception du dossier par l'organisateur font foi. Le maître d'ouvrage se décharge de toute responsabilité en cas de retard d'acheminement.

Tous les cartons et enveloppes contenant l'offre doivent être munis d'une étiquette portant la mention:

ONEX - Micro-Territoires– Cadrage TRAILLE-EVAUX
--

Recevabilité de la candidature

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers provenant de candidats qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers complets, qui sont arrivés dans le délai imposé, signés et datés, présentés dans la langue imposée (français), accompagnés des annexes dûment complétées et signées.

En cas de doute sur la recevabilité d'une candidature, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

Association de bureaux ou consortium d'entreprises

L'association de bureaux et le consortium d'entreprises sont autorisés. Tous les membres doivent respecter les conditions de participation

Sous-traitance

Les éventuels sous-traitants doivent être annoncés dans le cadre de la présente procédure et répondre aux prescriptions de l'art. 35 du RMP.

Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est **le français**.

Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le candidat a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

Propriété et confidentialité des documents et informations (droit d'usage)

Tous les documents et études déposés par le candidat adjudicataire du marché sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre financière est de 6 mois avec clause de hausse conjoncturelle.

Indemnisation

Il n'est pas prévu d'indemnisation pour les équipes remplissant les conditions d'aptitude et non retenues au terme de la procédure d'adjudication.

3.5. AUTRE MARCHES ONEX – MICRO-TERRITOIRES

Un candidat répondant à la présente procédure peut déposer une candidature pour le marché portant sur le cadrage CHANCY-BOSSONS. Dans ce cas, il devra démontrer dans son dossier de candidature, sous Organisation du candidat, sa capacité à assurer les deux marchés en parallèle et exposer la plus-value qui en résulterait.

L'équipe retenue à l'issue de la présente procédure pourra participer aux appels à candidatures prévus au printemps 2022 sur les cadrages RHÔNE-CITE et AIRE-CHERPINES dans la mesure où le résultat de son travail sera mis à disposition de l'ensemble des candidats intéressés.

3.6. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux candidats qui ne sont pas adjudicataires ;
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- Assurer la transparence de la procédure ;
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

Lundi 11 octobre 2021 à 23h59

Auprès de

Latitude Durable
Rue des Rois 3
1204 Genève

Maude Sauvain – info@latitudedurable.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou sous la forme électronique (e-mail) à l'ensemble des candidats. Les questions doivent être concises et appeler une réponse simple.

Audition des candidats

Une éventuelle audition sera organisée pour départager les meilleurs candidats (date sous toutes réserves le vendredi 17 novembre entre 13h30 et 17h00).

Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser en tout temps des questions à un candidat dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Le cas échéant, le candidat ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son dossier, au risque de se voir exclu de la procédure. De même, l'audition ne doit pas conduire à une modification du dossier déposé. Toujours le cas échéant, l'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres candidats.

Critères d'évaluation

- Concept : 40%

Compréhension de la problématique, méthodologie proposée et pertinence de la proposition au regard des objectifs de la démarche, intégration des enjeux, lien entre l'analyse théorique et la faisabilité du concept (qualité de la proposition, intérêt des prestations).

- Références et organisation : 30%

Références du candidat pour des mandats semblables, maîtrise des thématiques étudiées, adéquation des compétences et de l'organisation de l'équipe de projet proposée avec la nature du mandat.

- Offre financière : 25%

Adéquation de la répartition des montants entre honoraires et travaux en fonction du concept proposé, adéquation des prestations proposées au regard du montant disponible pour le marché. Qualité économique globale de l'offre (montant total des honoraires, crédibilité du prix, nombre d'heures prévues).

- Durabilité : 5%

Engagements du candidat aux exigences du développement durable (le candidat doit indiquer comment son entreprise satisfait aux exigences du développement durable, indépendamment du marché convoité).

Evaluation des candidatures

L'évaluation des candidatures se basera exclusivement sur les dossiers déposés, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur.

Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Comité d'évaluation

L'adjudicateur délègue à la Direction de projet la tâche d'évaluer les dossiers de candidature.

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
Magali Brogi	Cheffe de projet - OU
Matthias Lecoq	Chef de projet - Service concertation et communication - OU
Frédéric Pittala	Chef du service Aménagement - Ville d'Onex
Rafael Nascimento	Chargé de projet - Ville d'Onex
Marie-Hélène Giraud	AMO - triporteur

Membres suppléants :

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
Ariane Widmer	Urbaniste cantonale - OU
Maude Sauvain	AMO - Latitude Durable

Récusation

Si le candidat ou un de ses collaborateurs devait se trouver en conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation ou avec l'organisateur de la procédure, il en informera ce dernier, mais au plus tard à la date ultime du dépôt de l'offre. A défaut et s'il devait être constaté par la suite que le candidat ou un de ses collaborateurs devait se trouver en conflit d'intérêt et ainsi porter un préjudice à la décision de sélection, le candidat sera exclu d'office de la procédure.

Si le candidat en a informé en bonne et due forme l'organisateur, ce dernier fera en sorte de remplacer le membre du comité d'évaluation.

Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation ou l'organisateur.

Pour davantage d'information, vous pouvez télécharger la directive éditée par la SIA (www.sia.ch, rubrique « Concours » → Lignes directrices → Document PDF « Conflits d'intérêt » → articles 3.1 et 3.2).

Engagement du soumissionnaire

En signant et en déposant leur offre, tous les membres de l'équipe certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le candidat peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de son dossier. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son dossier de candidature sont exactes et conformes à la réalité,
- il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur),
- il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant,
- il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores,
- il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires,
- il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, auxquels il entend faire appel si ceux-ci sont autorisés par le Maître de l'ouvrage,
- il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres candidats sous la forme d'un tableau récapitulatif,
- il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs si ceux-ci sont autorisés par le Maître de l'ouvrage,
- il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaires,
- il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques,
- il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des dossiers, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence,
- il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence.

3.7. CALENDRIER RECAPITULATIF DE LA PROCEDURE

Publication	lundi 04 octobre 2021
Délai d'envoi des questions	lundi 11 octobre 2021
Réponses aux questions	vendredi 15 octobre 2021
Délai de remise des dossiers de candidature	lundi 1er novembre 2021 à 18h
Eventuelle audition des candidats	vendredi 17 novembre 2021 13h30-17h00
Choix de l'équipe et adjudication	fin novembre 2021
Démarrage des études	dès adjudication

ENGAGEMENT À RESPECTER L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

En signant ce document, les candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.

Bases légales

- Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :
- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (**LEg**–RS.151.1, www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html), du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.
- L'article 11, lettre f, de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.
- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distorsions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidat-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous <http://www.logib.ch>). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, elle peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

Raison sociale du ou de la candidat-e ou soumissionnaire :

Date : Signature(s) * : _____

** Ne sont valables que les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager l'entreprise ou le bureau, voire le consortium d'entreprises ou l'association de bureaux, le cas échéant.*